



Conseil économique et social

Distr. générale
28 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité
entre les sexes, développement et paix
pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par School Sisters of Notre Dame, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Composé de 70 organisations non gouvernementales et présentant de solides engagements de base auprès des filles dans le monde entier, The Working Group on Girls se félicite dans le thème de la soixante et unième session de la Commission de la condition de la femme, « Autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution ». Toutefois, si la Commission se concentre sur l'autonomisation économique des femmes, The Working Group on Girls tient à souligner que cet angle limité aux femmes, sans prise en compte des filles, manque de vision à long terme. En effet, un véritable changement en matière d'autonomisation économique des femmes passera nécessairement par l'autonomisation des filles.

Le récent rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) intitulé *Harnessing the Power of Data for Girls* (Exploiter la puissance des données au service des filles) indique que « la réalisation des objectifs de développement durable ne sera pas possible sans s'adresser à toutes les filles, à commencer par les plus défavorisés. »

Certains faits alarmants nous confrontent à ce que représente la vie des filles aujourd'hui. Il n'y a guère d'autonomisation ! L'étude longitudinale menée par Plan International dans « *Real Choices, Real Lives: Ten Years On* » nous renseigne sur la façon dont l'interaction de la dynamique familiale, du statut économique, et de l'environnement physique et culturel peut constituer une source d'opportunités ou bien une entrave au progrès. Le rapport, qui décrit les conditions de vie des filles, indique ce qui suit : « Nous voyons souvent les tâches domestiques prendre une place dominante dans leur routine quotidienne et leurs propres attentes sur la vie commencer à se figer ». L'étude pose la question de l'impact sur la vie des filles des vulnérabilités interconnectées que sont la pauvreté, l'âge et le sexe. Les éléments de preuve montrent que les familles concernées par l'étude vivent dans un contexte de déclin économique progressif, plusieurs d'entre elles ayant même atteint un stade de marginalisation économique et sociale.

The Adolescent Girls Advocacy and Leadership Initiative indique que, durant leur adolescence, 600 millions de filles doivent faire face à « une pauvreté généralisée, un accès limité aux services d'éducation et de santé, ainsi qu'à une discrimination et une violence persistantes ». Le rapport indique en outre que les adolescentes représentent le groupe le plus vulnérable sur le plan économique, « beaucoup plus que les femmes adultes ou les adolescents ». Elles ne disposent généralement pas d'un accès financier ou de moyens et de ressources qui leur permettent de suivre des études ou des formations ouvrant des possibilités d'emploi.

Les travailleurs sociaux et les éducateurs éclairés soulignent souvent qu'au-delà de l'absence d'accompagnement en vue d'opportunités économiques, de nombreuses pratiques et normes culturelles empêchent les filles de prendre conscience de leur propre potentiel d'autonomisation économique. Plus elle est jeune, plus la fille devient une source de « main-d'œuvre gratuite » pour sa famille. De nombreuses cultures créent des jeux pour enfants qui préparent les petites filles à assimiler rapidement « les tâches de filles ». Dans les pays développés comme dans les pays sous-développés, on enseigne aux filles les tâches classiques correspondant au travail non rémunéré. L'élément salvateur, dans les pays développés, réside dans

le fait que les filles viennent à être concernées par la scolarisation obligatoire, ce qui leur offre un tremplin pour échapper à la pauvreté extrême.

Selon l'UNICEF, plus de 700 millions de femmes en vie aujourd'hui ont été mariées avant leur dix-huitième anniversaire (ce que les Nations Unies considèrent comme des mariages d'enfants), parmi lesquelles 250 millions avant leurs 15 ans. Dans les pays les plus pauvres, tout comme dans les régions les plus pauvres de tous les pays, les filles (en particulier celles vivant en zones rurales) sont davantage exposées au risque de mariage précoce et d'entrée dans le travail non rémunéré : tâches ménagères, éducation des enfants, prise en charge des personnes âgées, etc. Selon l'UNICEF, « les filles qui se marient sont non seulement privées de leur enfance, mais aussi exclues sur le plan social (coupées de leur famille, de leurs amis et de leurs soutiens). Elles ne disposent que de possibilités limitées en termes d'éducation et d'emploi... Les enfants mariées sont souvent incapables de négocier des relations sexuelles protégées, ce qui les expose à des infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH, ainsi qu'à des grossesses précoces... et elles ont moins de chances de bénéficier de soins médicaux adaptés pendant leur grossesse ». Comme nous le savons, cette situation accroît le risque de mortalité infantile et de mortalité maternelle chez les filles.

La situation est encore plus terrible pour les filles intégrées de force aux circuits parallèles de la traite, que ce soit pour travailler, pour transporter de la drogue ou des armes, ou pour fournir des prestations sexuelles. Outre le fait qu'elles n'apportent aucun avantage, qu'il soit économique ou autre, ces pratiques sont à l'origine de traumatismes indescriptibles.

Le Rapport mondial sur la traite des personnes 2014 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime indique que le nombre de filles détectées comme étant victimes de la traite a augmenté au cours de la période 2007-2010. Selon l'estimation la plus récente contenue dans le rapport de 2014, les filles représentent 21 % des victimes.

Situation des enfants dans le monde - L'égalité des chances pour chaque enfant indique que les situations d'urgence et les crises de longue durée impactent l'éducation de 75 millions d'enfants, et de jeunes âgés de 3 à 18 ans. Ils sont nombreux à vivre sans un accès adéquat à la nourriture, au logement, aux soins de santé et à l'éducation. Environ 150 millions d'enfants de moins de 14 ans travaillent. La traite des enfants est en augmentation : 5,5 millions d'enfants sont concernés par le travail forcé, des milliers sont victimes de maltraitances, contraints à des mariages forcés et intégrés de force à des milices, malgré l'interdiction de ces pratiques par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Depuis l'étude longitudinale de Plan International jusqu'au récent rapport de 2016 sur la situation des enfants dans le monde, en passant par le rapport de The Adolescent Girls Advocacy and Leadership Initiative, le tableau dressé est bien sombre s'agissant du manque de mesures efficaces destinées à l'autonomisation économique des filles.

L'autonomisation économique des femmes commence par les filles. L'autonomisation économique des femmes dans des systèmes économiques néolibéraux accordant plus d'importance aux bénéfices qu'aux personnes ne fera pas évoluer les choses. En effet, ces systèmes ne peuvent que renforcer l'injustice structurelle et systémique, et exacerber l'exposition des filles au travail forcé ou à

l'exploitation sexuelle, au travail domestique et à la traite. L'égalité des sexes, l'impunité zéro à l'égard de la violence sexiste, l'accès aux moyens de production alimentaire, les possibilités de travail décent, l'égalité de rémunération, l'élimination des travaux domestiques non rémunérés, et l'accès à l'éducation, à la formation et aux soins de santé sont essentiels à la transformation nécessaire à une véritable autonomisation économique des femmes.

Par où commencer le chantier consistant à autonomiser les filles socialement et économiquement ? Commençons par des données ventilées. Prenons connaissance des faits concrets statistiques relatifs aux femmes et aux filles (classées en tant que femmes de moins de 18 ans); relatifs aux filles et aux garçons (ainsi qu'aux autres assignations sexuelles); relatifs aux filles en zones urbaines et en zones rurales, et autres descripteurs caractéristiques de la zone pertinente : nation, province, région, ville ou localité à l'étude. Cette simple démarche fournit des données essentielles à la compréhension des détails, des problèmes, et du travail restant à accomplir, notamment l'établissement d'une feuille de route spécialement conçue pour les filles.

Lors de la création de programmes tels que des initiatives et des formations susceptibles d'autonomiser les femmes, il convient d'inclure un groupe d'adolescentes assez conséquent afin qu'elles puissent se faire entendre dans des conversations et des discussions entre elles et avec les adultes dans la pièce. Elles montrent la voie s'agissant des choses dont elles ont besoin pour s'affirmer, pour être soutenues, pour être autonomisées et pour se voir offrir la chance, la structure et l'opportunité de s'épanouir sur le plan économique et dans leur vie en général. Dans ces lieux et lors de ces enquêtes, il est essentiel de fournir un espace afin d'écouter la voix de ces filles dans ces cadres définis (ou d'isoler les données relevant des filles dans les initiatives de recueil d'éléments).

Écoutons la voix des filles. Nous nous sommes tous épris de la voix de Malala Yousafzai, cette jeune fille aux mots bien sentis, qui avait pris position pour l'éducation des filles au sein de sa communauté sous influence des Talibans, et qui avait été médiatisée à l'échelle mondiale après avoir été grièvement blessée par ces mêmes Talibans. Malala compte beaucoup, non pas en raison de sa facilité à s'exprimer, mais parce qu'elle représente la voix de nombreuses filles à travers le monde qui peuvent s'affirmer en porte-paroles et partenaires éloquentes dans la démarche consistant à comprendre les besoins des filles dans la région qu'elles représentent. Invitons les filles à notre table.
